blème. Une acre de terre consacrée à la production des céréales et produisant 15 boisseaux de blé par acre fournira un million de calories, l'un des principaux éléments nutritifs des denrées alimentaires. Si l'on nourrit des porcs avec cette même quantité de céréales, la valeur en calories du bacon et des autres produits du porc sera réduite à 250,000 calories; et si on la donne en nourriture au bétail de boucherie la valeur sera réduite à environ 100,000 calories.

Dans les régions surpeuplées, on ne peut vaincre la famine en engraissant les bestiaux avec les céréales utilisables pour l'alimentation des gens. Données en nourriture aux humains, elles produisent quatre fois la valeur alimentaire que donneraient les bestiaux engraissés au moyen de ces fourrages.

Je ne prétends pas que nous devrions abandonner l'élevage des bestiaux, car cette industrie est nécessaire pour équilibrer l'agriculture canadienne. Mais nous avons aujourd'hui 19,400,000 acres improductives de jachères d'été. Dans les conditions d'avant-guerre, la proportion serait d'environ 15 ou 16 millions. En reprenant cette proportion de jachère d'été, nous pourrions ensemencer en blé trois ou quatre millions d'acres de plus qui produiraient trente ou quarante millions de boisseaux. Nous contribuerions ainsi davantage à empêcher la famine en Grande-Bretagne ou ailleurs que par toutes ces mesures destinées à épargner la nourriture, bien que je ne tente pas d'en dissuader le Gouvernement. Je sai que la jachère d'été constitue une bonne pratique agricole dans les régions arides, mais en temps de disette il vaut mieux réduire la superficie en jachère, afin de produire plus de blé pour subvenir aux besoins.

La déclaration du premier ministre, sur la politique des denrées alimentaires, va porter un rude coup aux producteurs.

Ce sont des propos défaitistes qui, à la lumière de ce que font les autres pays du monde, placent notre Dominion dans une situation embarrassante. Les cultivateurs laitiers attendaient d'une plus généreuse rémunération un stimulant vers un accroissement de production qui n'eût pas nécessairement exigé une forte augmentation de consommation de céréales. Les producteurs de blé sont bien prêts à augmenter leurs emblavures en cette période de crise 1946-1947. Mais ils attendent des mesures plus pratiques. Sous le régime actuel, la production des vivres est appelée à décliner cette année. La maind'œuvre agricole est rare et elle coûte cher. Les prix de revient de la ferme sont à la hausse. Les cours maximums établis et les subsides qui suffisaient depuis quelques années n'offrent plus aujourd'hui de stimulant à la production des vivres. C'est là un fait

avéré. Pourquoi tant de gens abandonnent-ils ces branches de l'agriculture qui exigent beaucoup de main-d'œuvre? Parce que le coût de production est trop augmenté. Si le Gouvernement est réellement sincère dans son désir de venir en aide à l'Europe affamée. qu'il assure aux producteurs de vivres un meilleure rémunération. Si nous voulons mettre un frein à cette diminution de la production laitière, il nous faut augmenter les prix. Les producteurs fromentiers doivent récupérer une plus forte partie des cours mondiaux si nous voulons qu'il ensemencent trois ou quatre millions d'acres de cette terre qui autrement restera en jachère cette année, et si nous voulons qu'ils réduisent leur jachère de 19.4 à 16 millions d'acres. Tout ce qu'il leur faudrait pour cela, ce serait de réduire de 100 acres à 80 leurs jachères d'été et de mettre en culture les 20 acres qui leur resteraient.

J'espère que le Gouvernement reviendra encore une fois sur ses projets et qu'il donnera à la production des céréales plus d'encouragement qu'il n'en a proposé dans sa conférence sur les programmes. Je note avec intérêt qu'il se propose d'empêcher le gaspillage des vivres au Canada et j'espère qu'il modifiera son programme de subventions de façon à ce que les prix soient le stimulant nécessaire

à une plus forte production. Ceci voudrait dire plus de bras sur les fermes canadiennes. Les ouvriers, attirés par l'appât de meilleurs salaires, s'en sont éloignés. Bon nombre de cultivateurs estiment qu'il leur est impossible de verser les salaires élevés qui réussiraient à les faire revenir et, d'ailleurs, quantité d'employés agricoles ne veulent pas retourner à la ferme. C'est dire qu'il faudra établir des prix propres à faire face à ce relèvement des frais de production et à encourager, tant que la rareté extrême de vivres existera, la production la plus élevée possible au Canada. Ce n'est pas à dire qu'il faille bouleverser en permanence les pratiques agricoles actuelles. Les cultivateurs pourraient augmenter la superficie de leurs jachères d'été de 25 à 30 p. 100 du total, en cas de nécessité. Ils pourront facilement abaisser la proportion des jachères de 30 à 25 pour 100 et produire davantage. Ils n'ont pas abandonné l'ancienne méthode parce qu'ils croyaient sage d'agir de la sorte, mais bien parce qu'on les a payés pour qu'ils le fassent. Nous avons rémunéré ces gens pour qu'ils diminuent leurs emblavures. Il est naturel qu'ils aient gardé pour la culture des céréales les terres qui y étaient le mieux adaptées, si bien qu'après avoir subventionné la réduction des emblavures, nous avons eu plus de récolte. Les meilleures terres étant ensemencées dans de meilleures conditions climatériques, elles donnèrent plus de blé, bien que la superficie en culture fût moindre.

[M. Bracken.]